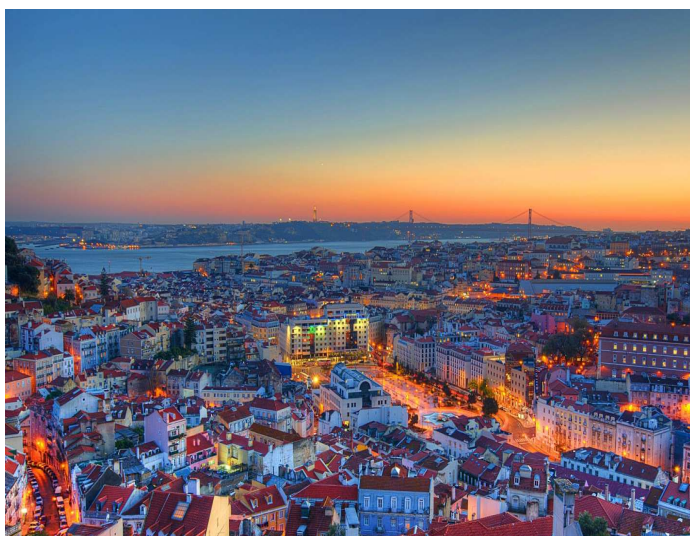


LE REGIME DES «RESIDENTS NON
HABITUELS» (RNH) 2016

TAX & BUSINESS



This Information is intended for general distribution to clients and colleagues and the information contained herein is provided as a general and abstract overview. It should not be used as a basis on which to make decisions and professional legal advice should be sought for specific cases. The contents of this Information may not be reproduced, in whole or in part, without the express consent of the author. If you should require further information on this topic, please contact contact@rfflawyers.com.

This Information is sent in compliance with articles 22 and 23 of Decree-Law no 7/2004, of 7 January, regarding unsolicited e-mails. If you wish to be removed from our mailing list and avoid similar future communications, please send an email with "Remove" to the email address newsletter@rffadvogados.com.

Le régime fiscal des “résidents non habituels” est déterminé par le Code de l'IRS. Ce régime a été introduit par le Décret-loi n.º249/2009, du 23 Septembre, complété par le Décret n.º12/2010, du 7 janvier, afin d'attirer au Portugal les professionnels hautement qualifiés, les particuliers avec un patrimoine important et les retraités étrangers.

Le régime fiscal des “résidents non habituels” a été créé avec l'intention d'attirer dans notre pays des professionnels ayants une activité à haute valeur ajoutée et des particuliers disposants d'un patrimoine important – les «*high net worth individuals*» -, en ayant pour objectif de rivaliser avec les régimes concurrents en vigueur dans d'autres pays.

À cette fin, sont considérés comme “résidents non habituels”, les individus qui transfèrent, effectivement, leur résidence au Portugal et qui, au moins dans les cinq années précédant l'inscription comme

“résidents”, n’ont pas résidé sur le territoire portugais.

L’inscription en tant que “résident non habituel” doit être sollicitée auprès des autorités fiscales, lors de l’inscription comme “résident” au Portugal, ou, par la suite, avant le 31 Mars de l’année suivant l’exercice au cours duquel on devient résident.

Ainsi, l’intéressé qui souhaite bénéficier de ce régime aura à déclarer qu’au cours des cinq dernières années, ne se sont pas réalisées les conditions requises pour être considéré comme résident sur le territoire portugais. Néanmoins, à chaque fois que cela est jugé nécessaire, en particulier quand elle considère qu’il existe des indices fondés quant au manque de véracité des éléments contenus dans la déclaration présentée au moment de l’inscription, l’administration fiscale peut solliciter des éléments de preuve supplémentaires qui attestent de la résidence à l’étranger.

Une fois l’inscription comme “résident non habituel” réalisée, le régime est applicable 10 années consécutives à partir de l’année d’inscription (incluse) comme “résident” sur le territoire portugais. Cependant, l’intéressé peut suspendre son inscription comme “résident non habituel” – et être

ce faisant, durant le temps de la suspension, considéré comme “non résident” – et reprendre l’application du régime de “résident non habituel”, sur simple demande de réintégration.

En pratique, le régime de “résident non habituel” est très avantageux pour les intéressés éligibles. En effet, les revenus provenant du travail pour le compte d’autrui (catégorie A) ou pour compte propre (catégorie B) obtenus pour des activités à haute valeur ajoutée, ayant un caractère scientifique, artistique ou technique, mentionnées dans le décret n.º12/2010, du 7 janvier, sont imposés à l’IRS au taux de 20%, plus un surtaux, en 2015, de 3,5% - pour comparaison, l’imposition effective maximale habituelle est de 56,5%.

En dehors de cette taxe, certains revenus, obtenus à l’étranger par des “résidents non habituels”, bénéficient d’une exemption au Portugal, sous réserve que certaines conditions soient remplies.

Ainsi, les revenus provenant d’un travail dépendant obtenus à l’étranger bénéficient de la méthode de l’exemption quand:

- (i) ils sont imposés dans l’État d’où ils proviennent, en conformité avec la convention visant à

- éliminer la double imposition conclue par le Portugal avec cet État ; ou quand,
- (ii) ils sont imposés dans l'autre pays, territoire ou région, dans les cas où il n'y a pas de convention visant à éliminer la double imposition conclue avec le Portugal, à condition que les revenus ne soient pas considérés comme obtenus en territoire portugais.

Les revenus provenant d'activités de prestations de services à haute valeur ajoutée, ayant un caractère scientifique, artistique, ou technique, énoncées dans le décret n.º12/2010, du 7 janvier, ou de la propriété intellectuelle ou industrielle, ou de la fourniture d'informations relatives à une expérience acquise dans le secteur industriel, commercial, ou scientifique, ainsi que les revenus de capitaux, revenus fonciers et augmentations de patrimoine (plus-values), bénéficient également de la méthode de l'exonération, à condition:

- (i) qu'ils puissent être imposés dans l'État d'où les revenus proviennent, en conformité avec la convention pour éliminer la double imposition conclue entre le Portugal et cet État ; ou,

- (ii) qu'ils puissent être imposés dans l'autre pays, territoire ou région, en conformité avec le modèle de convention fiscale de l'OCDE sur les revenus et sur la fortune, interprété en accord avec les observations et réserves faites par le Portugal, dans les cas où il n'y a pas de convention pour éliminer la double imposition conclue avec le Portugal, à l'exception des pays présents sur la liste des "paradis fiscaux" du décret n.º150/2004, du 13 Février, modifiant le décret n.º292/2011, du 8 Novembre, et à condition qu'ils ne soient pas considérés comme obtenus sur le territoire portugais.

Il est à noter que la liste des activités à haute valeur ajoutée ayant un caractère scientifique, artistique ou technique couvre diverses branches d'activités, tels que les architectes, ingénieurs, artistes, acteurs, musiciens, auditeurs et conseillers fiscaux, médecins et dentistes, professeurs universitaires, autres professions libérales, investisseurs, administrateurs et gestionnaires.

Les pensions obtenues à l'étranger et reversées à des résidents non habituels se voient appliquer la méthode de l'exemption, à condition que l'une des conditions des paragraphes suivants soit remplie:

- (i) elles doivent être imposées dans l'État d'où proviennent les revenus en conformité avec la convention pour l'élimination de la double imposition conclue par le Portugal avec cet État; ou
- (ii) elles ne doivent pas être considérées comme obtenues en territoire portugais, en conformité avec les critères prévus par le Code de l'IRS.

En pratique, et en fonction des règles prévues en chaque convention pour l'élimination de la double imposition conclue par le Portugal, l'application du régime des «résidents non habituels» pourra gérer une double non-imposition sur les pensions perçues.

De par les avantages qu'il présente, le régime a provoqué un intérêt récurrent pour les étrangers intéressés par la résidence au Portugal, pays qui offre, en outre, une absence d'imposition sur les successions et donations, aux conjoints, descendants ou ascendants directs, ainsi

qu'un grand esprit d'ouverture à l'investissement étranger, ... en plus d'un agréable climat méditerranéen dans l'un des pays les plus surs d'Europe.

Enfin, avec le Budget d'État pour 2016, le Gouvernement est autorisé à changer la manière d'inscription du sujet passif comme résident non habituel, visant ainsi à implémenter une procédure électronique, de forme à réduire la bureaucratie et simplifier les procédures.

Lisbonne, le 14 Juillet, 2016

Rogério M. Fernandes Ferreira
Miguel Afonso Archer
Francisca de Landerset Gomes
Michel Veloso Vieira
Charles Henri Lefebvre
André Miguel Gaspar